

# De la guerre du Golfe à l'Afghanistan : 20 années de crise

Autor(en): **Schmitt, Maurice**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2011)**

Heft 4

PDF erstellt am: **27.06.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Depuis 1976, 5'000 véhicules de l'avant blindés (VAB) ont été engagés dans tous les théâtres d'opération à travers le monde - souvent pour protéger des ressortissants européens ou locaux, dans le cadre d'opérations de maintien de la paix ou de stabilisation.

### Editorial

## De la guerre du Golfe à l'Afghanistan : 20 années de crise

**Général d'Armée (CR) Maurice Schmitt**

Chef d'état-major des armées françaises, 1987-1991

**L**e 2 août 1990, Saddam Hussein envahissait le Koweït, avec lequel il était en pourparlers à propos de litiges faisant suite à la guerre Iran-arak (1980-1988).

Il offensait ainsi le président Mubarak et le roi Fahd d'Arabie qui participaient à des échanges diplomatiques. Il provoquait les Nations Unies et particulièrement les Etats-Unis pour qui la zone du Golfe arabo-persique avait une importance capitale.

Rapide et quasi unanime, la réaction internationale fut sans précédent. Le jour même, le 2 août, la résolution 660 du Conseil de Sécurité, première d'une longue série, condamnait l'invasion et exigeait que l'Irak retire ses troupes sans délai. Du 6 au 25 août, suivirent les résolutions 661 à 665 recommandant le boycottage commercial, financier et militaire de l'Irak avec autorisation de l'usage de la force si nécessaire.

Ainsi débuta l'embargo. Avec les forces navales de l'océan indien, la France fut la première nation à assurer, aux côtés des Etats-Unis, le strict contrôle des trois détroits sensibles : Tiran, Bab-el-Mandeb et surtout Ormuz.



En presque 30 ans, l'AMX10RC a considérablement évolué, prenant du poids et disposant désormais d'une électronique très performante. Ce char léger de cavalerie a lancé une « mode » du blindé à roues.

Saddam Hussein avait alors largement les moyens terrestres de poursuivre vers le sud en direction des champs pétrolifères de Dahrhan et même de Riyad, capitale de l'Arabie Saoudite qui n'avait pas la capacité de lui opposer une résistance efficace.

Conscient de la menace, le roi d'Arabie Saoudite autorisa les Etats-Unis à déployer des forces aériennes et terrestres sur son territoire en complément des moyens aéronavals déjà sur zone. Mais durant les trois premières semaines d'août, le rapport des forces terrestres s'établissait largement en faveur des forces irakiennes.

Ce n'est qu'à la fin du mois d'août que les Américains disposèrent au Nord-Est de l'Arabie Saoudite des forces nécessaires pour s'opposer efficacement à une invasion : XVIII<sup>e</sup> Corps et forces du Marine Corps. L'opération ainsi enclenchée prit le nom de DESERT SHIELD (BOUCLIER DU DESERT).

Et la France? Elle était déjà impliquée dans l'embargo. Mais elle se devait d'apporter son concours à la défense du royaume saoudien et des monarchies du Golfe. Au-delà de la défense du droit, elle avait aussi des intérêts à protéger. Dans un premier temps, un régiment d'hélicoptères de combat embarqué sur le *Clemenceau* était rapproché de la zone tandis que des unités anti-aériennes, un escadron de blindés légers et des avions de combat renforçaient la protection des Emirats Arabes Unis et du Qatar. Le Président de la République, pas très encouragé par son ministre de la Défense, cherchait, en fait, un prétexte pour s'engager à terre en Arabie Saoudite. A l'état-major des Armées, on savait qu'il faudrait le faire tôt ou tard et une brigade légère blindée était mise sur pied à partir de la 6<sup>e</sup> DLB de Nîmes. Saddam Hussein fournit à François Mitterrand le prétexte qu'il attendait en pénétrant le 14 septembre dans notre ambassade au Koweït.

Après une liaison rapide à Ryad et à Djeddah, je proposai au Président de la République l'envoi en Arabie Saoudite

d'une brigade légère blindée, intégrant le 5<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères de combat, déjà sur place, aux ordres du général Mouscardès, et d'une force aérienne d'une cinquantaine d'avions de combat, l'ensemble étant sous les ordres du général Roquejeoffre commandant la FAR, avec un état-major prélevé sur celui de la FAR. La brigade Mouscardès allait couvrir le dispositif américano-saoudien à son ouest. Le port de Yanbu, sur la mer Rouge, ultra moderne, fut retenu pour le débarquement des forces françaises. Le 18 septembre, le Président de la République approuva toutes ces dispositions. Le 20 septembre, le général Roquejeoffre était à Riyad. Le même jour, j'assistai à Toulon à l'embarquement de la brigade Mouscardès. Les 3 et 4 octobre, j'accompagnai le Président à Abu Dhabi et à Djeddah. Du 20 au 23 octobre, j'inspectai nos forces déjà à l'entraînement. Elles étaient placées sous le contrôle opérationnel de « commandement conjoint » américano-saoudien : en fait, du général Schwarzkopf. La notion de contrôle opérationnel date des accords Ailleret-Lemnitzer et des dispositions prises pour organiser l'engagement des forces françaises (1<sup>e</sup> armée et FATAF) en Centre-Europe. Elle implique que, lorsque le gouvernement français a pris la décision d'engager ses forces aux côtés de ses alliés, le moment, la durée et la zone d'engagement sont fixés d'un commun accord entre le commandant en chef allié et le chef d'état-major des armées françaises. Le dispositif est parfaitement rôdé.

Le 29 novembre 1990, le Conseil de Sécurité adopta la résolution 678. Elle autorisait les Etats qui coopéraient avec le Koweït à user de tous les moyens nécessaires pour faire appliquer la résolution 660 si, à la date du 15 janvier 1991, l'Irak n'avait pas pleinement appliqué cette résolution en évacuant le Koweït.

Le Conseil donnait donc quarante-cinq jours à Saddam Hussein pour comprendre que la donne internationale avait changé et qu'il l'avait mal appréciée en août. Malgré les efforts diplomatiques de plusieurs pays, dont la France, il ne voulait rien comprendre. Sa victoire, quelques mois plus tôt, après huit ans de guerre contre l'Iran, lui avait-elle monté à la tête ? On ne sait.

La donne internationale avait changé, en particulier en Europe. Ainsi les Américains pouvaient-ils prélever un corps d'armée complet stationné en Allemagne puis l'envoyer en Arabie Saoudite. Schwarzkopf estimait qu'il lui fallait doubler ses moyens pour neutraliser rapidement les forces irakiennes et limiter aussi ses propres pertes. Il savait, contrairement à ce que pensent certains, que plus on est puissant, moins on a de pertes. Du côté français, le Président autorisa le doublement des forces terrestres et aériennes et leur positionnement, le cas échéant, tout à l'ouest du dispositif. La division Daguet couvrit ainsi le dispositif allié face aux réserves irakiennes qui entouraient Bagdad.

Le 12 janvier, je rencontrai à Riyad le général Schwarzkopf. Il m'indiqua que l'offensive aérienne, première phase de l'opération Tempête du désert (Desert Storm), débuterait le 17 janvier à 2 heures. Les Américains étaient décidés à ne pas traîner. Le 16 janvier, le Président Mitterrand réunit le Parlement qui approuva l'engagement français.

Seuls les communistes votèrent contre. Comme le disait Guy Mollet : ils ne sont pas à gauche mais à l'est. Pire, ils n'avaient pas réalisé que l'Est n'était plus l'est !

Les forces aériennes françaises allaient ainsi participer à la colossale entreprise de neutralisation des forces vives de l'Irak et de son armée. Elle durera quelques jours de plus que prévu.

Le jeudi 14 février à Riyad, Schwarzkopf m'indiqua que le Président Bush avait fixé au dimanche 24 février le début de l'offensive aéroterrestre. Dès le 17 janvier, dans le plus grand secret, au grand dam de certains journalistes, la division Daguet, à la tête de laquelle le général Janvier allait remplacer le général Mouscardès gravement malade, avait quitté la zone d'Haffar-el-Batin pour gagner celle de Rafah, à 300 kilomètres à l'ouest. Pour l'opération aéroterrestre, elle était placée sous le contrôle opérationnel du XVIII<sup>e</sup> corps américain, elle-même prenant sous son contrôle une brigade parachutiste et une brigade d'artillerie américaines. Sa mission était, le moment venu, d'attaquer en direction d'Al Salman, tout en couvrant toujours l'ensemble du dispositif allié face au nord-ouest. En face d'elle, les deux tiers de la 45<sup>e</sup> division d'infanterie irakienne, environ 5'000 hommes, dont le dispositif était parfaitement connu.

Le 24 février débute l'offensive aéroterrestre. L'idée de Schwarzkopf était de fixer les divisions irakiennes du Koweït avec les forces arabes et les marines tandis que le XVIII<sup>e</sup> corps envelopperait l'adversaire en atteignant l'Euphrate et en s'engageant à l'est. Le VII<sup>e</sup> corps blindé américain, renforcé d'une division britannique, devait ensuite s'engager droit vers le nord pour détruire les cinq divisions de la garde présidentielle irakienne, localisées au sud de l'Euphrate en Irak et au Koweït.

L'extrême rapidité de l'effondrement des forces irakiennes fut une surprise. Seuls les Saoudiens l'avaient prévu. A l'est, les forces arabes et les marines qui devaient fixer les divisions installées au Koweït les balayèrent. À l'ouest, le XVIII<sup>e</sup> corps progressa quasiment sans opposition jusqu'à l'Euphrate. Schwarzkopf, le constatant, décida d'accélérer l'engagement du VII<sup>e</sup> corps. Celui-ci s'engagea, peut-être trop prudemment, et ne put détruire la totalité de la garde présidentielle avant que le Président Bush ne décide le cessez-le-feu cent heures après le début de l'offensive terrestre. Cinquante heures de plus aurait été nécessaire pour neutraliser complètement cette garde, que Saddam Hussein utilisera par la suite contre les Chiïtes des marais du Tigre et de l'Euphrate en rébellion.

La division Daguet avait largement débordé les points d'appui irakiens en les enfermant entre deux groupements. A l'ouest, le 1<sup>er</sup> Spahis, le 1<sup>er</sup> Etranger de cavalerie et le 2<sup>e</sup> étranger d'infanterie, à l'est le 4<sup>e</sup> Dragons et le 3<sup>e</sup> d'Infanterie de marine appuyés par les gazelles HOT progressaient comme des cavaliers de l'Empire. En 36 heures, on dénombrait plus de 3'000 prisonniers. Au centre, les parachutistes américains de la 82<sup>e</sup> Airborne livraient l'axe dit « Texas », seule route goudronnée de la zone, aux convois logistiques du XVIII<sup>e</sup> corps.

Lors de la phase aérienne de DESERT STORM, quatre *Jaguars* avaient été touchés par la DCA irakienne. La phase aéroterrestre nous coûta deux tués. Il y eut, bien entendu, des blessés. Mais comme chez les autres alliés, leur nombre était très inférieur aux prévisions et au dimensionnement des moyens du Service de santé. Ceci entraîna ici ou là quelques sarcasmes. Qu'aurait-on dit si des blessés étaient morts faute d'avoir été secourus à temps par du personnel compétent ?

Comme les Américains et les Britanniques, les Français ont fait la guerre du Golfe avec des matériels conçus et réalisés pendant et pour la guerre froide. Pour l'essentiel AMX-10 RC, AMX-30 B2, VAB, canon de 155 tracté, hélicoptères *Gazelle* et *Puma*, *Jaguars* et *Mirage 2000*. Nous avons suffisamment d'unités professionnelles pour engager une division et envisager la relève de la DLB par la 9<sup>e</sup> DIMA, tout en réservant la 11<sup>e</sup> DP pour le Tchad, où nous avons veillé à ce que la prise du pouvoir par Idriss Deby au détriment d'Hissein Habré se déroule sans drame. Dans le même temps, on préservait les ressortissants étrangers au Rwanda, où nous nous étions impliqués quelques années auparavant sans trop savoir pourquoi.

Dans un monde qui se berçait d'illusions, les budgets de la Défense des pays de l'Union européenne, qui s'était montrée quasi inexistante en tant que telle durant la guerre du Golfe, prenaient une pente négative qui allait se maintenir durant vingt ans malgré une atténuation ces dernières années. La puissance militaire soviétique, puis russe s'effondrait sauf dans le domaine nucléaire. Ainsi dans les années 90, les États-Unis apparaissaient comme la seule puissance mondiale et gardaient les moyens militaires de le rester. L'Europe devait faire face à l'accueil parmi les démocraties des anciens satellites de l'URSS et de pays que jadis l'URSS regroupait en son sein (Pays Baltes, Ukraine, Géorgie). Elle était aussi confrontée à la dislocation de la Yougoslavie. Elle ne sut pas régler seule le problème, y dépêchant ses forces avec parcimonie et, surtout, avec des règles d'engagement absurdes, qui conduisirent parfois ses soldats dans des situations humiliantes et à ne pouvoir que limiter les affrontements et les exactions interethniques. Les accords de Dayton et, plus tard, le matraquage du Kosovo ramenèrent peu à peu la paix, encore que les problèmes frontaliers entre le Kosovo et la Serbie ne soient toujours pas réglés.

Dans la zone des Grands Lacs africains, la situation n'était pas meilleure et la défection des nations dites unies sous la bannière de l'ONU entraîna les massacres du Rwanda. La France finit par s'engager, alors que déguerpissait le contingent de l'ONU du général Dallaire. Elle limita les massacres par une action tardive mais bien conduite. Comme souvent, elle se trouve maintenant dans certains cercles, pas tous étrangers, en position de quasi accusée... En Afrique de l'Ouest, les foyers d'affrontement florissaient: Sierra Leone, Libéria, tandis qu'il nous fallait intervenir en Côte d'Ivoire pour prévenir un conflit Nord-Sud qui, sans nous, n'auraient pas manqué de faire des dizaines de milliers de victimes.

Aux Proche- et Moyen-Orient, la question israélo-palestinienne restait pendante, tandis qu'en Irak, Saddam Hussein se figeait sur des positions arrogantes. Il se voyait ainsi soupçonné de reprendre son programme de développement d'armes de destruction massive, en particulier nucléaires. Les agences de renseignement sérieuses savaient qu'il n'en avait plus les moyens mais son attitude apportait de l'eau au moulin de ceux qui, aux États-Unis, pensaient qu'il fallait terminer le travail interrompu en mars 1991 et chasser le potentat sunnite.

Au milieu des années 90, le gouvernement français fit rédiger un livre blanc sur la Défense. Il débutait par le vœu, malheureusement pieux, de voir s'édifier une défense européenne, identifiait les zones de crise dans le monde et soulignait deux dangers plus que potentiels, la prolifération nucléaire (Inde, Pakistan, Corée du Nord, Iran) et l'extension du terrorisme aveugle, qui devenait une forme de guerre souvent mise au service d'une idéologie. Les rédacteurs de ce livre blanc tablaient sur une part des ressources nationales consacrées à la Défense de 3,2% du PIBM. L'économie par rapport à la guerre froide était de près d'un point.

On entra dans le troisième millénaire. La défense contre le terrorisme qui se joue des frontières, trop exclusivement fondée sur des moyens techniques (souvent sous la pression des industriels) fut gravement prise en défaut, surtout aux États-Unis, et ce fut le raid du 11 septembre qui frappait au cœur les puissances financières (Wall Street) et militaire (Pentagone) américaines. Les États-Unis comme leurs alliés réagirent comme le taureau face à la muleta. Avec l'accord des Nations Unies et le soutien de leurs alliés, les Américains frappèrent l'Afghanistan où ils chassèrent les talibans du pouvoir. On allait donc établir la démocratie (mot magique qui ne doit pas figurer dans le vocabulaire des tribus pachtounes), supprimer les camps d'entraînement au terrorisme et la culture du pavot, seule ressource valable du pays en raison, on oublie souvent de le dire, du développement de la consommation de drogue dans les pays occidentaux.

Malgré l'opposition de plusieurs pays, dont la France, les Américains, deux ans plus tard, décidèrent que les Irakiens s'engageaient dans le développement d'armes de destruction massive. Ils envahirent l'Irak, atteignirent, sans grande difficulté, Bagdad et chassèrent Saddam Hussein du pouvoir. Le plus facile était fait. Restait à rétablir la paix civile. Presque dix ans après, il reste beaucoup à faire. Le pays paraît s'enfoncer dans une impasse politique et les violences interconfessionnelles ne cessent pas. Or le désordre en Irak ne fait l'affaire ni de l'Arabie Saoudite ni de la Turquie. L'Iran ne peut que s'en féliciter.

Dix ans après s'y être engagés, les Nations Unies et surtout les Américains sont enlisés en Afghanistan. Comment gagner une guerre sans armée à battre ? C'est pire qu'en Irak. Quel projet pour l'Afghanistan ? Avec l'Empire des Indes derrière eux, les Anglais y ont subi échec après échec. Avec des bases proches, les Soviétiques ont dû se retirer et laisser progressivement la place à un

gouvernement islamiste. Le terrain est difficile, le climat l'est aussi, les communications archaïques, la population est passée à 25 millions d'habitants. Assurer la logistique d'une armée moderne de plus de 100'000 hommes dans un pays enclavé est extrêmement coûteux. Même pour les États-Unis. Les succès locaux obtenus ici ou là par les Français en particulier, plus audacieux que d'autres partenaires, ne doivent pas masquer l'enlisement et, surtout, comment espérer le succès d'une politique, qui reste d'ailleurs à préciser, en disant que l'on va se retirer à telle ou telle date, ce qui ne peut qu'inquiéter les Afghans et leurs voisins pakistanais, à l'exception évidemment des islamistes qui ont le temps pour eux ?

En juin 2008 était publié le troisième livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale. Les analyses et les projets présentés par une commission de rédaction très élargie sont tout à fait pertinents. Cependant, c'est certes facile à écrire aujourd'hui, les rédacteurs n'ont pas vu venir la crise mondiale économique et financière intervenue dès 2009. Déjà la RGPP imposait de nouvelles réorganisations au sein du ministère de la Défense. Elles ne suffiront probablement pas. Le monde des non-initiés a découvert l'existence et le rôle des agences de notation. Elles peuvent faire trembler les États, surtout ceux dont l'économie est chancelante et qui doivent emprunter à des taux plus élevés que les états plus stables. La sagesse populaire dit bien qu'on ne prête qu'aux riches. Or seuls les riches peuvent aussi prêter. Récemment, le président du comité des chefs d'état-major américains déclarait que le poids des crédits consentis par la Chine, — devenue l'État le plus riche du monde-, aux États-Unis constituait une menace plus grave que le terrorisme dirigé par Al Qaïda. Dans ce contexte, la solidarité entre nations, l'Europe ne faisant pas exception bien au contraire, a été ébranlée. Les grandes puissances du Sud-Est asiatique paraissent se relever plus rapidement des effets de la crise que les États-Unis et l'Europe.

À la fin de la préface du livre blanc, le Président de la République écrit : « Le monde de l'après-guerre froide cède très vite la place à un monde plus mobile, plus incertain et imprévisible, exposé à des vulnérabilités nouvelles. Dans ce monde qui vient, la sécurité de la nation sera assurée et la France jouera tout son rôle pour la défense de la paix et de ses valeurs. »

Les effets de la crise sont toujours très sensibles. Assurer la sécurité de la nation est indiscutablement la priorité des priorités. Elle repose avant tout sur nos forces nucléaires et celles responsables de l'ordre intérieur. Reste la défense de la paix et de ses valeurs. Elle implique une capacité de projection (jadis l'intervention) sur terre et sur mer. L'intérêt bien compris de la France conduit à y participer en collaboration avec ceux qui partagent ces mêmes valeurs. Et puis, pourquoi ne pas défendre aussi nos intérêts ? Mais dans ce domaine, nos ambitions doivent être en phase avec les moyens que nous voulons et pouvons y consacrer.

Le contexte international n'est plus celui de 1990. L'Atlantique Nord n'est plus au centre du monde. Certes,



Soldats français en Afghanistan, 2011.

Crédit photos : Thomas Goisque.

le Proche-Orient comme le Moyen-Orient restent des foyers de crise. Mais les États-Unis eux-mêmes n'ont plus dans cette zone la liberté d'action dont ils disposaient, il y a vingt ans. La France ne serait plus en mesure d'engager dans cette zone à 7'000 km de chez elle les forces engagées en 1990-1991 et d'en prévoir le renouvellement comme nous le faisons durant l'hiver de 1991. On ne peut faire avec un budget représentant 1,8% du PIBM ce que l'on a fait avec 3,8% et les moyens hérités de la guerre froide. La France reste néanmoins en matière de défense au premier rang des nations européennes avec la Grande-Bretagne. Il faut espérer que la politique de rigueur ne conduise pas à un nouveau recul trop brutal. Il faudrait alors, peut-être, rédiger un nouveau livre blanc.

M.S.